

INSTITUT DE RECHERCHE EN DROITS HUMAINS (IRDH)

1044, avenue Kambove, Lubumbashi – Email : info@tcct.co.za –Téléphone 00243 85 110 34 09 – 00243 85 819 59 96
www.tcct.co.za ; info@tcct.co.za; @tcct_officiel; @tshiswaka5

Bulletin électronique numéro 031 du 21 novembre 2016 / Information et éducation aux droits humains

Editeur responsable : Maître Tshiswaka Masoka Hubert

La formation en droits humains à quel bénéfice ?

La formation en droits humains de l'IRDH (**Janvier-Juin 2017**), porte sur cinq matières principales : - (1) Droits civils et politiques ; - (2) Droits économiques sociaux et culturels ; - (3) Droits de la femme ; - (4) Droits de l'Enfant et des personnes vulnérables ; - et, (5) Medias Sociaux et Droits Humains.

1. Les notions de **Medias sociaux**, les **Techniques de Plaidoyer** (Advocacy) et les **Techniques de Mobilisation de Fonds** (Funds Raising) sont enseignés comme des matières communes à tous les chercheurs.
2. **Les Droits Civils et Politiques (DCIPO)** visent traditionnellement à protéger les individus. Ils rappellent à l'Etat le devoir de non-interférence dans différentes libertés qui sont en général directement applicables, sans « mesures d'application ». Les thématiques abordées sont telles que la participation à la gestion de la chose publique, l'accès à la justice, les libertés publiques, le droit à l'information, le droit à un procès équitable et l'interdiction de la torture.

Débouché éventuel :

Une telle connaissance permet de répondre aux questionnements des officiers de protection des droits humains d'ONG internationales, comme le Bureau Conjoint des Droits Humains de l'ONU, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, la Commission Paix et Sécurité de l'Union Africaine et de la SADC.

La même formation permet aux fonctionnaires de l'Etat de mieux cerner les questions relatives à la protection des libertés individuelles et collectives. (Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, Ministère de l'Intérieur et Ministère de la Défense).

3. **Droits Economiques, Sociaux et Culturels :** Cette formation porte sur les droits qui visent à assurer un niveau de vie économique et social adéquat aux individus. Ces droits ont pour vocation à faciliter la matérialisation progressive de la dignité humaine dans toutes ses facettes. Les thématiques abordées sont relatives, notamment, aux droits des communautés locales, au droit des travailleurs et le droit des propriétés acquises selon les coutumes.

Débouché éventuel : Une telle connaissance permet de répondre aux interviews des projets de développement des entreprises qui concernent la délocalisation, la relocalisation et la compensation des communautés locales ; les organisations internationales de protection des droits des travailleurs, comme l'Organisation Internationale du Travail (OIT); et les organisations internationales de protection de l'environnement sociologique, notamment celle de protection des peuples autochtones.

De même, ont besoin des telles connaissances, les chercheurs qui ont l'ambition de travailler pour les ministères des mines, du plan, du travail et de la fonction publique.

4. **Droits de la femme.** La formation sur les droits de la femme s'inscrit dans une perspective historique de correction de l'une des plus anciennes formes de discrimination et l'une des plus résistantes dans plusieurs cultures. La formation aide à révéler des obstacles à la mise en œuvre d'instruments internationaux déjà ratifiés, ainsi que les lois déjà adoptées et publiées.

Le contenu de ce programme est axé sur des thématiques remèdes telles que l'approche genre, la parité, le leadership féminin et autres actions positives au bénéfice de la femme.

Débouché éventuel.

Une telle formation aide les chercheurs à répondre aux demandes des organisations internationales à l'instar de l'ONUFEMMES, UNICEF et toutes les autres organisations et agences du système des Nations Unies de promotion des droits de la femme.

De même, les candidates à tous les postes de la fonction publique ont besoin d'une telle formation, afin de mettre en pratique les droits de la femme.

Une telle connaissance peut aussi aider les partis politiques a mieux préparer leurs membres à soutenir les candidatures féminines à des postes de hautes responsabilités dans la fonction publique.

5. **Droits de l'Enfant et des personnes vulnérables :** Ce programme informe sur les droits portant sur la protection de l'enfant, des minorités, des réfugiés et des personnes avec handicap. Il s'étend aussi aux notions sur le Droit international humanitaire.

Débouché éventuel.

Les droits enseignés dans ce programme permettent d'aborder les questions que soulèvent les agences du système des Nations Unies à l'instar de l'UNICEF et UNHCR, ainsi que les organisations internationales comme le Comité International de la Croix Rouge (CICR).

La connaissance de ces droits est autant importante pour les ministères des affaires sociales et du Travail, ainsi que l'armée, la police et la commission nationale aux réfugiés.

6. **Medias Sociaux et Droits Humains :** Ce programme initie les chercheurs à l'usage de l'outil informatique, notamment la maintenance (Software et Hardware), la bureautique (Word, Excel et Power Point). En outre, il permet de faire le lien entre les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), l'usage responsable des medias sociaux et les droits humains. Cette réalité fait que la majorité d'intellectuels devienne comparable aux sages de l'antiquité qui avaient besoin des scribes, pour communiquer leurs connaissances.

Débouché éventuel :

La manière de communiquer a fondamentalement muté vers l'outil informatique qui ouvre la voie sur l'Internet. Cette connaissance ouvre les voies au monde moderne de communication.

Pour recevoir les conditions, contacter monsieur Yannick Munganga : info@tcct.co.za
Tel : +243 85 201 89 81 Tweeter: @yanmmunganga